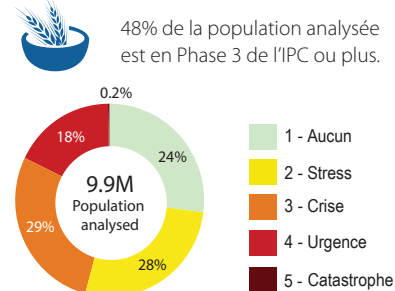


Insécurité alimentaire aiguë actuelle | septembre 2022- février 2023



Environ 4.7 millions de personnes sur les 9,9 millions de personnes analysées dans les zones rurales et urbaines d'Haïti connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 de l'IPC ou plus).



Vue d'ensemble de la situation actuelle

La dernière analyse montre une détérioration majeure de la crise alimentaire en Haïti avec 4,7 millions de personnes, soit près de la moitié de la population, qui connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, dont 19.200 classées en Catastrophe (Phase 5 de l'IPC).

Au cours de la période actuelle allant de septembre 2022 à février 2023, 19.200 personnes sont estimées en Catastrophe (Phase 5 de l'IPC). 18% de la population analysée (environ 1,8 million de personnes) est classée en Phase 4 de l'IPC (Urgence) et 29% (environ 2,9 millions de personnes) en Phase 3 de l'IPC (Crise), soit environ 48% de la population en besoin d'une action urgente. Parmi les 32 zones analysées quinze se trouvent en Phase 4 (Urgence). Il s'agit principalement des zones du Grand Sud affectées par le séisme d'août 2021, le haut plateau et ses prolongements dans le Nord, le Nord-Est et l'Artibonite, le Nord-Ouest, la Gonâve, ainsi que trois communes de la zone métropolitaine les plus affectées par les activités de gangs armés.

Parmi les causes principales, les nombreux épisodes de «peyi lok» ont impacté de façon significative le tourisme et ont conduit à la fermeture de nombreux établissements hôteliers. Ces épisodes de blocage du pays et la situation sécuritaire imprévisible ralentissent les investissements en cours, notamment ceux du secteur privé ainsi que le petit commerce constituant la principale source de revenu pour une bonne partie de la population. La violence des gangs a atteint des niveaux sans précédent dans la zone métropolitaine limitant la circulation des marchandises et des personnes. Ces violences ont poussé plus de 20.000 personnes à fuir leur maison. Des barricades ont été érigées à travers les rues des grandes villes du pays et les déplacements sont difficiles, limitant l'accès aux denrées alimentaires et à l'eau ainsi qu'au carburant. Cette situation a forcé l'arrêt de nombreuses activités humanitaires, les besoins de la population haïtienne s'aggravent et les conditions de vie des plus vulnérables se détériorent, notamment à Port-au-Prince.

Au 31 août 2022, seulement 688.150 personnes parmi la population analysée ont bénéficié d'une assistance alimentaire d'urgence sous forme de ration ou de transfert monétaire, soit 7% de la population analysée.

Facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire



Violence des gangs armés

limitant la circulation des marchandises et des personnes



Faible production agricole

due à une pluviométrie inférieure à la normale et la décapitalisation des ménages



Choc économique

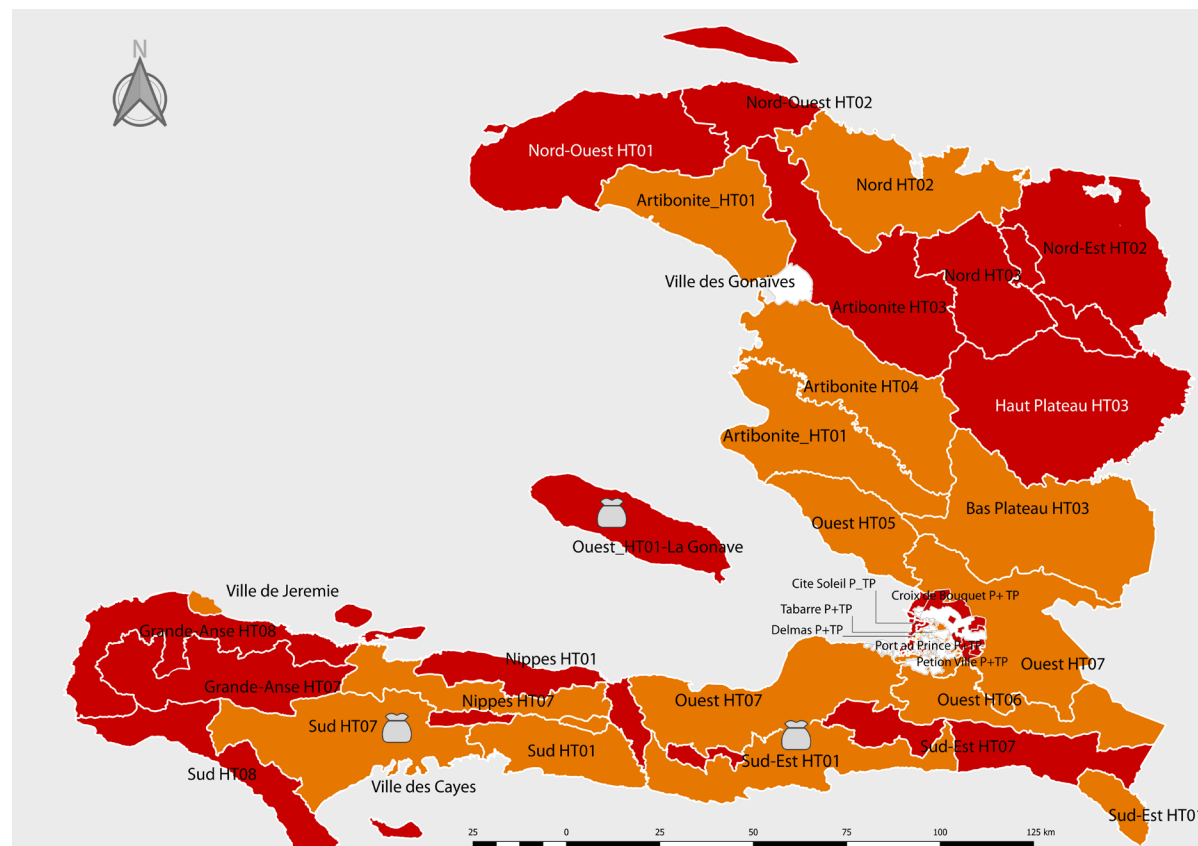
décélération du PIB et Inflation soutenue



Séisme du 14 août 2021

relèvement toujours en cours des populations affectées par le séisme de magnitude 7,2 dans la péninsule sud

ACTUELLE: Situation d'insécurité alimentaire aiguë | septembre 2022- février 2023

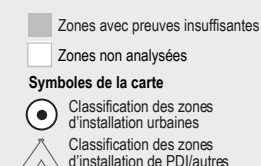


LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

Niveau de preuve
*** Elevé



La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire (pris en compte dans la classification des phases)
Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire
Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Recommandations pour l'action



Interventions d'urgence : Considérant la sévérité de l'insécurité alimentaire dans les zones classées en Phase 4 de l'IPC (Urgence) ainsi que la proportion des ménages en Catastrophe - Phase 5 de l'IPC (en besoin critique d'assistance alimentaire humanitaire) une action urgente est requise pour les ménages les plus pauvres et les plus affectés afin de leur permettre de mieux répondre à leurs besoins alimentaires immédiats et prévenir la mise en place de stratégies néfastes supplémentaires.



Appui aux moyens d'existence : Considérant que les ménages vulnérables ont été affectés par des chocs récurrents ces dernières années (sécheresse, cyclones, hausse des prix), un accompagnement est nécessaire pour reconstruire et développer les moyens d'existence et les avoirs de ces populations. Cette assistance devrait notamment se traduire en un appui (intrants, crédits, matériels) pour la mise en place des campagnes d'hiver de 2022 et de printemps de 2023 ainsi qu'en matière d'innovation pour la conservation/transformation des ressources halieutiques et agricoles.

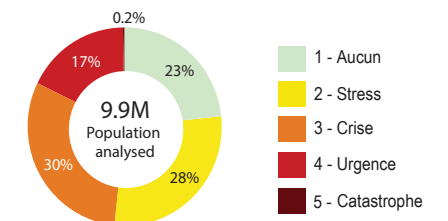


Articulation entre l'urgence et le développement : Considérant que les facteurs structurels (développement agricole, accès aux services de base, gouvernance) influent fortement sur l'insécurité alimentaire aiguë des ménages, il est important de mieux articuler les interventions d'urgence et de développement et de repenser les stratégies d'intervention afin d'avoir des effets plus durables et structurels sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages.

Insécurité alimentaire aiguë projetée | mars - juin 2023



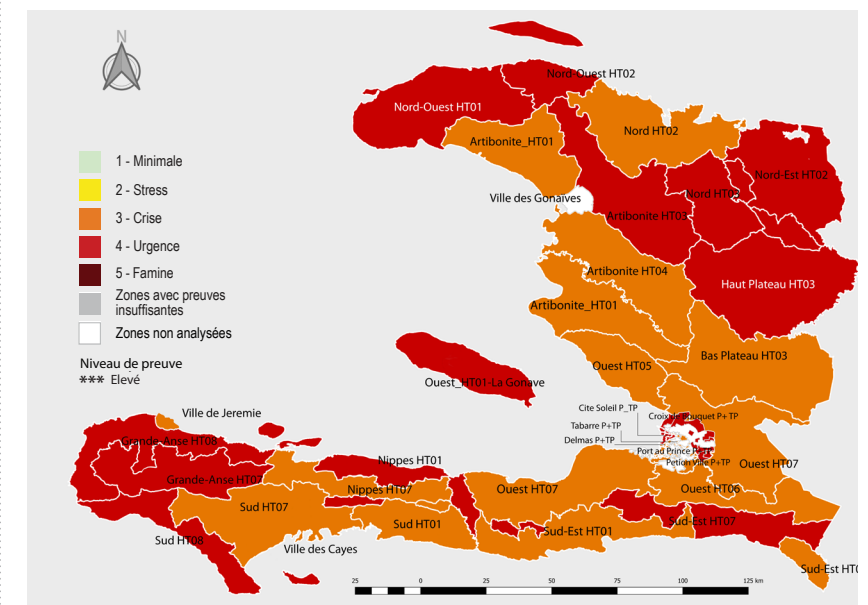
48% de la population analysée feront face à Phase 3 de l'IPC ou plus.



Vue d'ensemble de la situation projetée

Pour la période allant de mars à juin 2023, pour laquelle aucune assistance alimentaire humanitaire n'a été confirmée, les personnes estimées être en catastrophe sont 19.200. En plus, 17% de la population analysée (environ 1,65 million de personnes) sont en phase 4 de l'IPC (Urgence) et 30% (environ 3 millions de personnes) en phase 3 de l'IPC (Crise), soit 48% de la population dans le besoin d'une action urgente pour la période de projection.

PROJECTION: Insécurité alimentaire aiguë | mars - juin 2023



Hypothèses-clés:

- Intensification de la violence des gangs.
- Saison cyclonique plus active que la normale (60% de chance d'être au-dessus de la moyenne) jusqu'à la fin de la saison.
- Perspectives pour la campagne agricole d'hiver plus humide que la normale.
- Perspectives économiques qui demeurent négatives, avec une tendance à la hausse des prix.
- Niveaux assistance alimentaire humanitaire inconnus pour la période projetée, l'augmentation des coûts de mise en œuvre résultant des prix élevés de marchandises ainsi que des contraintes d'accès et de sécurité.
- Améliorations de la contrainte d'approvisionnement en carburants - Les analystes pensent qu'une issue favorable devrait être trouvée, améliorant la disponibilité du carburant.

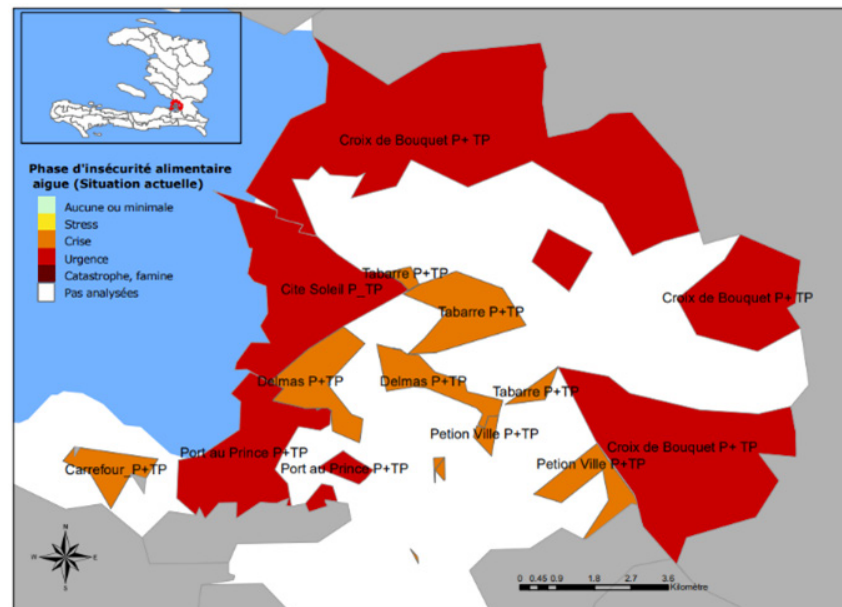
Les zones les plus affectées

Zones classées en urgence ayant plus de 50% de la population en Phase 3 de l'IPC ou plus

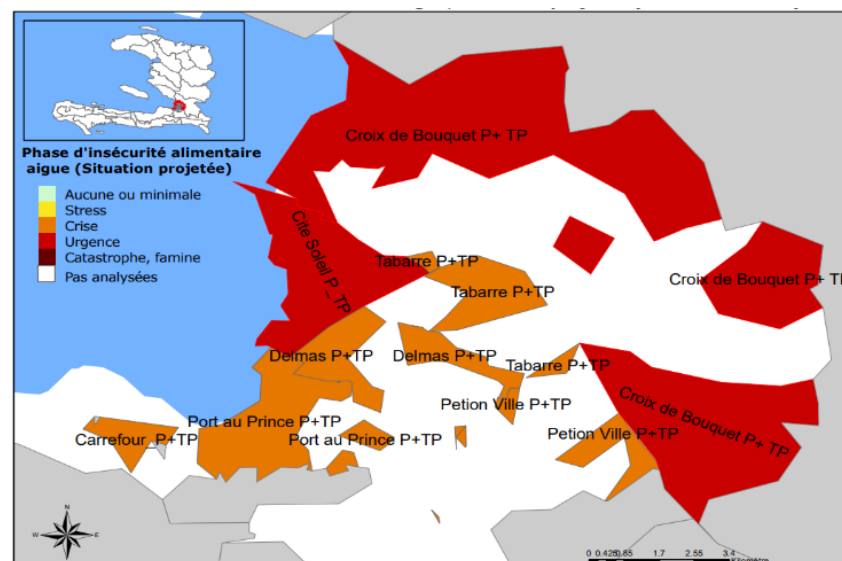
Zones de priorité 1 : Haut plateau, Cité-Soleil, Grand-Anse (rural), Nippes HT01 (Anse à Veau, Miragoâne, Petite Rivière des Nippes, Arnaud, Petit Trou des Nippes), Artibonite HT03 (Zone de plateau-Ennery, Gros-Morne, Marmelade, Saint-Michel de l'Attalaye), Nord-Est, Haut Nord-Ouest (La Tortue, Anse à Foleur, Chansolme, Port de paix, Saint-Louis du Nord), La Gonave, Sud-HT08 (Arniquet, Chardonnières, Coteaux, Ile à Vache, Les Anglais, Port à Piment, Port Salut, Roche à Bateau, Saint-Jean du Sud, Tiburon).

Zones de priorité 2 : Sud'est HT 07 (Belle -Anse, Grand-Gosier, Thiotte), Bas Nord-Ouest, Les quartiers pauvres de Port au Prince, les quartiers pauvres de Croix des Bouquets, Nord HT 03 (Bahon, Dondon, Grande Rivière, Ranquitte, la Victoire, Pignon, St Raphael).

Situation actuelle | septembre 2022- février 2023



Situation projetée | mars - juin 2023



Focus sur la Situation des zones métropolitaines et cité soleil

La population de la zone métropolitaine de Port-au-Prince continue d'être impactée négativement par les activités des gangs armés. Depuis septembre 2022, suite à l'annonce de la hausse des prix du carburant, la zone métropolitaine de Port-Au-Prince, tout comme le reste du pays traverse des troubles sociaux majeurs qui paralysent presque totalement les activités économiques et les transports. Le blocage par une coalition de gangs armés de l'accès au terminal de Varreux, principal point d'entrée des carburants dans le pays, rend la situation critique. Le réseau national ne fournit plus que quelques heures d'électricité par jour et les réserves de carburant pour les systèmes d'appoint, principalement basés sur des générateurs fonctionnant au diesel, s'épuisent. Les services essentiels tels que l'accès à l'eau et les télécommunications sont également dépendant de ce carburant et se trouvent gravement compromis. Cette crise du carburant, ainsi que les tensions et l'insécurité ont des conséquences directes sur les populations urbaines les plus vulnérables notamment pour leur accès aux services de base.

Dans le quartier de Cité Soleil, l'insécurité civile empêche aux ménages d'accéder à leurs moyens d'existence habituels, ou physiquement aux marchés. Là où cela est partiellement possible, les marchés sont peu approvisionnés du fait du contrôle des routes, ce qui se traduit par des prix très élevés. L'alimentation représente plus que 75% des dépenses pour ces ménages, ce qui est vraisemblable considérant que le coût du panier à Port-au-Prince a subi une augmentation mensuelle de 10% entre Juillet et Aout et supérieure à 50% par rapport à l'année précédente. L'insécurité a déjà déplacé 21.700 personnes. Ces personnes vivent dans des conditions précaires et seulement 10% d'entre elles seraient dans des sites dédiés. Des barricades ont été érigées à travers les rues des grandes villes du pays et les déplacements sont difficiles, limitant l'accès aux denrées alimentaires et à l'eau. Cette situation a forcé l'arrêt de nombreuses activités humanitaires : à Cité Soleil seulement 12% de la population a été assistée et ceux-ci seulement avec une couverture Kilo calorique inférieure à 15% des besoins journaliers. Les quartiers de Cité Soleil sont fréquemment inondés, les ménages récupèrent les eaux de ruissellements des quartiers plus en hauteur. A Cité Soleil il y a déjà eu confirmation des cas de choléra. Dans ce contexte de faible salubrité environnemental, le risque pour ces ménages de contamination apparaît comme très élevé, non seulement au choléra mais aussi à tout autre maladie hydrique.

Des données il ressort une alimentation inadéquate, avec 44,5% des ménages ayant un score de consommation alimentaire pauvre et 20% avec une alimentation très inadéquate; 71% des ménages ont un Indice réduit des stratégies d'adaptation (rCSI) élevée. La donnée la plus préoccupante est l'Indice domestique de la faim (HHS), qui présente un pourcentage de ménages en phase 5 équivalent à 21%. Enfin, le pourcentage de ménages qui a employé des stratégies liées aux moyens d'existence (LCS) d'Urgence s'élève à 41%, 21% ont vendu leur derniers animaux et 9% ont donné leurs enfants en domesticité pour répondre à ses besoins alimentaires. A Cité Soleil, certaines stratégies de moyens d'existence sont aussi épuisées pour 5% de la population, notamment l'épuisement des épargnes (5%), etc. Egalement, 5% des ménages ont employé la stratégie de migration, 38% ont réduit leurs dépenses sanitaires et d'éducation, 24% ont retiré leurs enfants de l'école, 50% ont acheté de la nourriture à crédit ou l'ont emprunté. Une évaluation rapide de la situation nutritionnelle dans le quartier indique un proxy MAG de 20%, avec un proxy MAS de 5%. Il est important aussi de noter que hormis les conditions d'alimentation inadéquates, la moitié de la population (49%) n'a pas accès à une source d'eau améliorée/ aménagée, 78% des ménages utilisent des toilettes partagées/ non améliorées.

Comparison avec les analyses antérieures

L'augmentation du pourcentage de personnes se trouvant en phase 4 de l'IPC (Urgence) est continue ces trois dernières années, passant de 7% en 2019 à 18% en 2022. Parallèlement, le pourcentage de personnes en phase minimale (Phase 1 de l'IPC) est passé de 41% à 24%. Il apparaît ainsi une migration progressive et continue des ménages de la phase minimale vers les phases pires.

L'analyse de cette année montre une détérioration considérable de la situation de sécurité alimentaire. Le nombre de zones classées en phase d'urgence (Phase 4 de l'IPC) est passé de cinq en septembre 2021 à quinze en septembre 2022. Cette dégradation est due principalement aux facteurs clés identifiés suivants : le déficit hydrique au cours de la campagne agricole de printemps, les impacts du séisme de 2021, la forte inflation continue, l'insécurité généralisée dans le pays et particulièrement dans la zone métropolitaine, la violence des gangs et la vulnérabilité structurelle croissante.

Concernant le nombre de personnes en besoin d'assistance (phase 3 et plus de l'IPC), le nombre de 4,33 millions enregistré en 2021 est passé à 4,7 millions en 2022 soit une augmentation de 8.5 %. Pour les ménages classés en urgence (Phase 4 de l'IPC), le nombre est passé de 1,33 million à 1,77 million soit une augmentation de 33%. Pour la première fois cette année, on a enregistré environ 0,3 pourcent de ménages en phase 5 de l'IPC (Catastrophe) au Cité Soleil.

HISTORIQUE DE LA CRISE EN HAÏTI

Haïti est parmi les pays les plus pauvres de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Avec près de la moitié de la population d'Haïti déjà confrontée à la faim, l'inflation croissante, les coûts élevés des aliments et du carburant et la détérioration de la situation sécuritaire pousse un peu plus les Haïtiens.¹ On s'attend à ce que la situation de la sécurité alimentaire continue de se détériorer au deuxième semestre de 2022, dépassant le record actuel d'environ 4,5 millions de personnes en situation de crise ou de faim d'urgence.²

Instabilité politique

L'instabilité politique a mijoté depuis l'assassinat non résolu du président d'Haïti, Jovenel Moïse, l'année dernière; l'inflation, qui atteint environ 30%, n'a fait qu'aggraver la situation. Quelque 95 gangs se battent sur le territoire de Port-au-Prince, où vivent environ 1,5 million de personnes, déplaçant 19 100 personnes, et l'insécurité est exacerbée par la complicité présumée entre les politiciens et les gangs et la persistance de manifestations sociales et violentes.³ La violence a éclaté dans la commune de Cité Soleil dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, avec des gangs qui s'affrontaient pour le contrôle territorial. La violence se poursuit, avec des centaines de personnes tuées dans les affrontements et beaucoup d'autres piégées dans la zone de combat sans accès aux soins médicaux.⁴ Une demande urgente a été faite par le Gouvernement haïtien pour le déploiement immédiat d'une force armée internationale spécialisée pour faire face à la crise humanitaire, notamment pour assurer la libre circulation de l'eau, carburant, nourriture et fournitures médicales des principaux ports et aéroports vers les collectivités et les établissements de santé.⁵

Déclin économique

Selon la Banque mondiale, l'économie et le développement social d'Haïti continuent d'être entravés par l'instabilité politique, l'accroissement de la violence, le niveau d'insécurité sans précédent et l'aggravation de la fragilité. En 2020, le PIB s'est contracté de 3,3 % et on estime qu'il s'est réduit de 1,8 % en 2021.⁶ Les gains marginaux antérieurs en matière de réduction de la pauvreté ont été annulés par une succession de crises, y compris la pandémie de COVID-19 et l'assassinat du président Jovenel Moïse, ainsi que les chocs naturels comme le tremblement de terre d'août 2021 et la tempête tropicale Grace. En 2022, Haïti a continué à connaître un ralentissement économique, avec une inflation annuelle de 26,7 pour cent et une volatilité de la devise du pays.⁷

Catastrophes naturelles

Haïti demeure l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, principalement les ouragans, les inondations et les tremblements de terre. Plus de 96 % de la population est exposée à ces types de chocs. En août 2021, un tremblement de terre dévastateur a frappé la région sud d'Haïti, où vivent environ 1,6 million de personnes. La même région a été touchée en 2016 par l'ouragan Matthew, qui a causé des pertes et des dommages estimés à 32 % du PIB de 2015, et le séisme de 2010 qui a tué environ 250.000 personnes et décimé 120 % du PIB du pays. En plus, le 14 août 2021, les départements du Grand Sud d'Haïti ont été durement touchés par un séisme de 7,2 sur l'échelle de Richter. Plus de 2 200 personnes sont mortes et près de 13 000 ont été blessées. Plusieurs infrastructures et 130 000 maisons se sont effondrées. Le pays continue de subir les contrecoups de ces catastrophes naturelles, et les changements climatiques devraient accroître la fréquence, l'intensité et

les répercussions des phénomènes météorologiques extrêmes, et Haïti, tout en réalisant certains progrès, manque encore de préparation et de résilience adéquates et les mécanismes de construction.⁸ En octobre 2022, de fortes pluies dans le sud du pays ont causé des glissements de terrain qui ont causé de graves endommagements.⁹

Insécurité alimentaire

Haïti a l'un des plus hauts niveaux d'insécurité alimentaire au monde. 4,5 millions d'Haïtiens - près de la moitié de la population-n'ont pas assez à manger et 1,3 million souffrent d'insécurité alimentaire avec 217,000 enfants souffrant de malnutrition modérée à sévère.¹⁰ Le niveau de la faim devrait augmenter à mesure que la guerre en Ukraine continue d'avoir des répercussions sur l'approvisionnement mondial et que la montée de la violence des gangs restreint les mouvements de marchandises dans le pays. La nation insulaire est particulièrement vulnérable aux chocs sur les marchés mondiaux des aliments et des carburants, car elle importe 70 % de ses céréales.¹¹

Flambée des prix du carburant

L'accès au terminal de Varreux, principal point d'entrée pour le carburant dans le pays, est toujours bloqué malgré les tentatives de la Police Nationale Haïtienne (PNH) pour sécuriser l'accès. Dans ce contexte, le carburant se fait de plus en plus rare partout au pays, y compris sur le marché noir, où les prix montent en flèche. Par conséquent, l'économie du pays est paralysée et de nombreuses entreprises ont été forcées de cesser leurs activités. Le fonctionnement et l'accès aux services essentiels, y compris l'WASH, la santé et l'éducation, ont été perturbés dans tout le pays, affectant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables.¹²

Épidémie de choléra

Après trois ans sans un seul cas de choléra, le 2 octobre 2022, le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) a signalé deux cas confirmés dans les communes de Cité Soleil et de Port-au-Prince et plus de 20 cas présumés de la maladie, dont sept décès présumés. Ces nouveaux cas de choléra sont apparus dans un contexte particulièrement difficile en Haïti, où la crise des carburants et l'insécurité croissante ont fortement exacerbé une situation déjà précaire dans les secteurs de la santé et de l'AFS.

¹ <https://www.worldbank.org/en/country/haiti/overview>

² <https://reliefweb.int/report/haïti/haïti-violence-fuels-hunger-amid-political-instability>

³ <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haïti/document/ha%C3%A9fti-situation-humanitaire-et-chol%C3%A9ra-flash-update-1-au-03-octobre-2022>

⁴ <https://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2022-10/haïti-18.php>

⁵ <https://press.un.org/en/2022/sgsm21521.doc.htm>

⁶ <https://www.worldbank.org/en/country/haïti/overview>

⁷ <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/haïti-market-overview>

⁸ <https://www.worldbank.org/en/country/haïti/overview>

⁹ <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haïti/document/ha%C3%A9fti-situation-humanitaire-et-chol%C3%A9ra-flash-update-1-au-03-octobre-2022>

¹⁰ <https://www.hrw.org/world-report/2022/country-chapters/haïti>

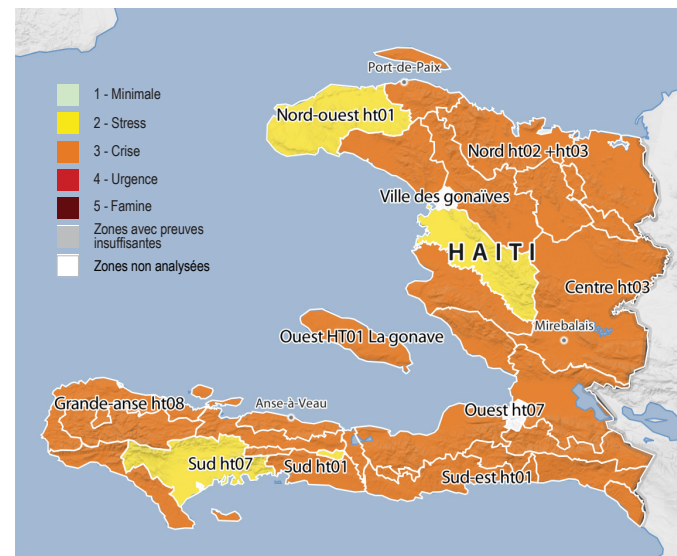
¹¹ <https://reliefweb.int/report/haïti/haïti-violence-fuels-hunger-amid-political-instability>

¹² <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haïti/document/ha%C3%A9fti-situation-humanitaire-et-chol%C3%A9ra-flash-update-1-au-03-octobre-2022>

2018 ACTUELLE: Insécurité alimentaire aiguë octobre 2018 - février 2019

2,3 m

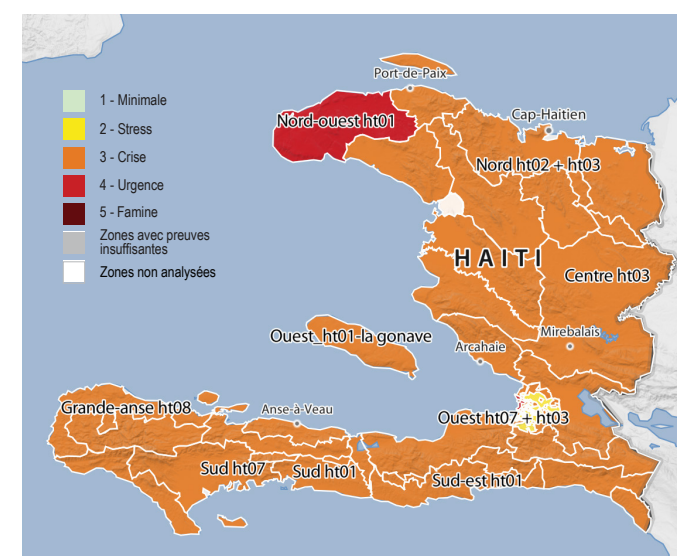
Près de 2,3 millions de personnes en Haïti, sur les 7 millions de personnes analysées (33% des personnes analysées) ont été classées en situation de Crise ou pire (phase 3 de l'IPC ou plus) entre octobre 2018 et février 2019



2019 ACTUELLE: Insécurité alimentaire aiguë octobre 2019 - février 2020

3,7 m

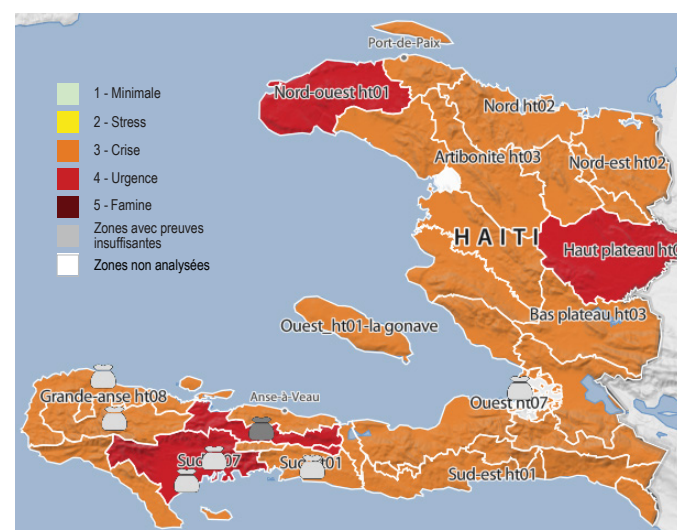
Près de 3,7 millions de personnes en Haïti, sur les 10,6 millions de personnes analysées (35% des personnes analysées) ont été classées en situation de Crise ou pire (phase 3 de l'IPC ou plus) entre octobre 2019 et février 2020



2021 ACTUELLE: Insécurité alimentaire aiguë septembre 2021 - février 2022

4,3 m

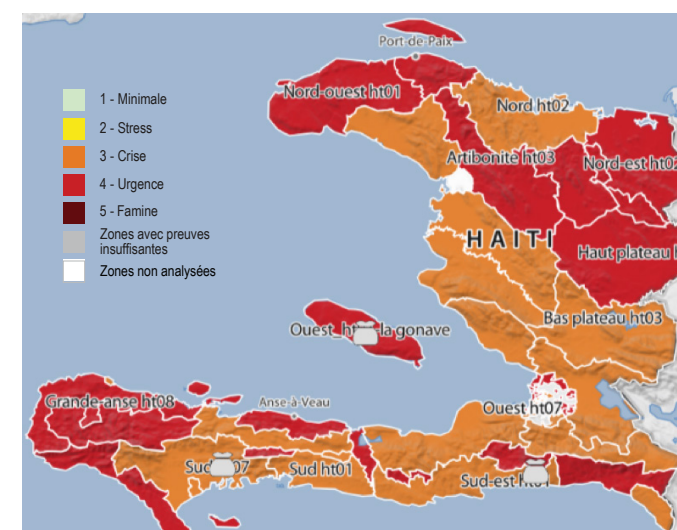
Plus de 4,3 millions de personnes en Haïti, sur les 9,9 millions de personnes analysées (44% des personnes analysées) ont été classées en situation de Crise ou pire (phase 3 de l'IPC ou plus) entre septembre 2021 et février 2022



2022 ACTUELLE: Insécurité alimentaire aiguë septembre 2022 - février 2023

4,7 m

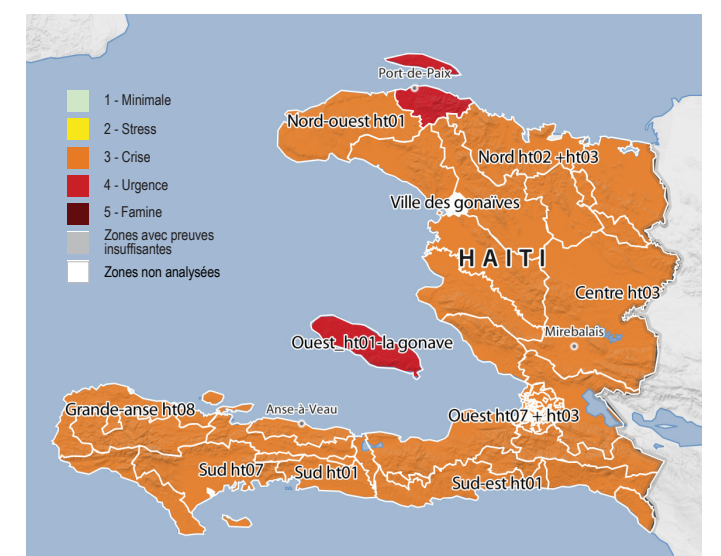
Environ 4,7 millions de personnes en Haïti, sur les 9,9 millions de personnes analysées (48% des personnes analysées) ont été classées en situation de Crise ou pire (phase 3 de l'IPC ou plus) entre septembre 2022 et février 2023



2020 ACTUELLE: Insécurité alimentaire aiguë août 2020 - février 2021

4 m

Près de 4 millions de personnes en Haïti, sur les 9,5 millions de personnes analysées (41% des personnes analysées) ont été classées en situation de Crise ou pire (phase 3 de l'IPC ou plus) entre août 2020 et février 2021



Ce que sont l'IPC et l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë ?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l'insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Partenaires de l'analyse IPC : CNSA (niveau central et décentralisé, MARNDR/USAI, MEF, MSPP, IHSI FAO, PAM, ACTED, CARE, Concern Worldwide), Croix Rouge Suisse, Food Security Cluster (FSC), Impact/REACH, MOJDE, Plan International Haïti, PNCS, UHM, WHH-AAA, WVI.

Avec le support technique de l'Unité de Support Global de l'IPC (USG).